

Jean Mendelson

Sainte-Hélène, 2015



Préface par Jean-Noël Jeanneney

Collection I venticinque

dirigée par Elisabetta Sibilio

Journal

Jean Mendelson
SAINTE-HÉLÈNE, 2015

Préface Jean-Noël Jeanneney

Mise en page
Maria Chiara Santoro

© Portaparole

7, rue Yvan Audouard
13200 Arles (France)
Tel. +33 4 9091 3861
www.portaparolefrance.com
info@portaparole.it

ISBN 978-88-97539-83-4

1^e édition février 2018

Sainte-Hélène, 2015

L'île de Sainte-Hélène, perdue dans l'océan Atlantique, reliée jusqu'à maintenant seulement par voie de mer depuis l'Afrique du Sud — ce qui suppose une navigation d'au moins cinq jours — recevra à partir du 14 octobre 2017 des vols commerciaux dans son nouvel aéroport.

L'ambassadeur Jean Mendelson, envoyé dans l'île à l'occasion du bicentenaire de l'arrivée de Napoléon, raconte, dans ce livre, son périple et sa mission peu ordinaire de signer un accord sur les Domaines français de Sainte-Hélène avec le gouvernement local, tout en imaginant la vie du détenu, et en situant le personnage dans les débats politiques contemporains.

L'émotion que provoquent naturellement les lieux chargés d'histoire est, à Sainte-Hélène, déçue par l'extrême isolement de l'île et Mendelson, loin de récuser cette émotion, se laisse conduire par l'épopée chantée par Victor Hugo. Au-delà de la légende ou du parti pris, il examine les raisons de la vivacité des débats sur la Révolution et l'Empire dans lesquels prennent racine nombre d'aspects de la France contemporaine. Robespierre et Napoléon, avec leurs fulgurances comme leurs fautes — et parfois leurs crimes —, ne demeurent-ils pas les personnages les plus clivants de notre histoire, déclenchant toujours, deux siècles plus tard, haine ou adulation, critique systématique ou admiration sans borne ?

**SAINTE-HÉLÈNE,
L'ÎLE NAPOLÉONNIENNE
PERDUE DANS L'OCÉAN, AURA,
À PARTIR DU 14 OCTOBRE 2017,
DES VOLS COMMERCIAUX
DANS SON NOUVEL AÉROPORT.**



Jean Mendelson

a enseigné l'Histoire à l'École Alsacienne avant de rejoindre le ministère des Relations extérieures à sa sortie de l'ENA. Il a travaillé à la Mission du Bicentenaire de la Révolution française et a notamment été directeur des Archives diplomatiques avant d'être nommé ambassadeur de France à Cuba, puis ambassadeur pour l'Amérique latine de la présidence française de la Conférence sur le réchauffement climatique (COP21).

En 2016, il a été nommé membre du conseil de l'Ordre national du Mérite.

Remerciements

Le diplomate se perçoit souvent comme un journaliste sans lecteur. J'exprime donc ma reconnaissance envers celles et ceux qui m'ont aidé à surmonter ma réticence à m'adresser à un public moins restreint que d'habitude, les premiers lecteurs de mes brouillons, tous ceux qui m'ont encouragé sur ce chemin inconnu, au premier rang desquels Jean-Noël Jeanneney.

Je remercie notamment Edwige Belliard, Olivier Bouissou, Michel Braudeau, Roland Cayrol, Jean d'Haussonville, Cecilia Joxe, Nicole Kalfon, Annick Lequertier, Daniel Lequertier, Isabelle Peyrefitte, Chantal Prevot, Emmanuelle Remy, Alain Salmon, Martine Segonds-Bauer, Maurice Vaïsse, Françoise Watel, Muriel Wimille, Stéphane Witkowski, ainsi que mon fils Gaspard Mendelson. Sans oublier naturellement Claudia Martinez, Marianne Mendelson et Tomás Napolitano, qui ont dû supporter avec patience la présence parfois envahissante, dans leur vie quotidienne, du déporté de Sainte-Hélène.

Je tiens aussi à saluer tous ceux avec lesquels une relation d'amitié s'est créée au cours de cette longue traversée sud-atlantique et de cette décade à Sainte-Hélène : les responsables de la Fondation Napoléon — son président Victor-André Masséna, son directeur Thierry Lentz, son chargé des relations internationales Peter Hicks —, le journaliste Alfred de Montesquiou, et les membres du Souvenir napoléonien. Je ne saurais oublier le directeur des Domaines nationaux de Sainte-Hélène, Michel Dancoisne-Martineau. Car tous ont partagé cette aventure, et chacun d'eux a une présence et une

part, généralement involontaire, dans ce reportage. À ces compagnons de Sainte-Hélène, je souhaite ajouter l'éditrice Emilia Aru, qui m'a accompagné dans une autre aventure, celle de la publication de cet ouvrage.

Il va sans dire que le ministère des Affaires étrangères n'est engagé en rien par ces pages. Je tiens toutefois à le remercier d'avoir autorisé la reproduction de la carte de Sainte-Hélène réalisée par le pôle géographique de la direction des Archives, ainsi que la note diplomatique rendant compte de cette mission à Sainte-Hélène.

Introduction

Même s'il n'est pas toujours capable de la situer sur une carte, chacun sait ce qui lie Sainte-Hélène à la France. Cette petite île britannique de l'Atlantique sud, dont la superficie égale celle de Paris, perdue quelque part entre l'Angola et le Brésil, a été pendant plus de cinq ans et demi le lieu de détention du Français le plus célèbre dans le monde.

Mais on connaît moins l'existence des Domaines nationaux de Sainte-Hélène, administrés par le ministère des Affaires étrangères depuis qu'en 1858, la France a acquis la maison de Longwood où Napoléon a vécu du 10 décembre 1815 à sa mort le 5 mai 1821, ainsi que la clairière qui a abrité sa tombe jusqu'au retour des cendres et l'inhumation aux Invalides ; cette acquisition a été l'œuvre du propre fils de Napoléon, Alexandre Walewski, qui avait été ambassadeur de France à Londres, puis ministre des Affaires étrangères. Un peu plus de cent ans plus tard, en 1959, la descendante du propriétaire de la maison des Briars où le proscrit de Sainte-Hélène avait d'abord séjourné à son arrivée, entre octobre et décembre 1815, a fait don de ce pavillon à la France, qui possède donc aujourd'hui à Sainte-Hélène les trois lieux de résidence de Napoléon : les deux maisons qu'il a habitées, les Briars puis Longwood, et la Vallée de la Tombe qui abrite le tombeau où il a reposé pendant vingt années. Cet ensemble, qui constitue les Domaines nationaux de Sainte-Hélène, a été depuis l'origine protégé par l'extrême isolement de l'île, accessible uniquement par voie maritime.

[...]

Jeudi 1^{er} octobre 2015

Pour arriver à Sainte-Hélène, il faut prendre un bateau au Cap. Je n'étais jamais allé en Afrique du Sud ; je ne cache pas ma curiosité et mon trouble en débarquant dans ce pays, une des premières puissances de l'Afrique noire, mais qui fut jusqu'en 1991 celui de l'apartheid, où j'ai l'impression d'arriver en Europe. Dans la zone touristique du Waterfront, où se trouve mon hôtel, toutes les affiches et publicités sont en anglais, mais j'entends beaucoup parler afrikaans, langue néerlandaise qu'utilisent les Blancs d'origine hollandaise ou française, et les métis.

Dans ce quartier chic, commercial et animé, étroitement protégé par des entrées contrôlées et par de très nombreux agents de sécurité — car l'insécurité semble une obsession ici —, le petit édifice d'où partaient vers le bagne de Robben Island les détenus du Congrès national africain est émouvant à visiter. De là s'embarquaient aussi leurs familles, pour les deux seules visites annuelles qui furent autorisées au bout de quelques années par l'administration pénitentiaire du bagne. Les cellules n'ont pas bougé : des nattes à même le sol alignées l'une contre l'autre, un urinoir, une toilette séparée par une petite

cloison, un lavabo minuscule, permettent de deviner les conditions de transit des condamnés. Nelson Mandela est parti de cette bicoque pour le bagne de Robben Island, où il est resté dix-huit ans sur les vingt-huit que dura son incarcération. Mais cet édifice désert — à midi, j'en suis le seul et unique visiteur —, situé au pied d'une grande roue, est noyé dans un parc de loisirs au milieu de restaurants et de stands touristiques vantant les excursions au large du Cap. Un peu comme si la case d'Alfred Dreyfus à l'Île du Diable était entourée d'attractions de Disneyland. À cet embarcadère d'où partaient les transports des bagnards, on ne voit aujourd'hui que des yachts de grand luxe.

Robben Island⁰⁰⁰ a été une léproserie avant de devenir en 1960 un bagne pour ceux qui résistaient à l'apartheid. Mais, dès 1814, peu après que les Anglais eurent pris officiellement possession de la colonie au détriment des Pays-Bas, cette petite île à proximité du Cap avait déjà été utilisée comme lieu de détention. Des premiers évadés de Robben Island en 1820, l'un s'est noyé pendant la fuite, le deuxième a été repris et décapité à la hache — la guillotine, cet instrument regardé comme barbare, n'était utilisé qu'en France —, le troisième a été aussi repris et déporté jusqu'à sa mort en Tasmanie, dans un pays où les colons britanniques pratiquaient alors une véritable annihilation de la population aborigène. Ces faits, et tant d'autres de même nature, ne semblent pas susciter en Grande-Bretagne cette autoflagellation culpabilisante qui agite la France dès qu'on aborde son histoire...

Vendredi 2 octobre 2015

Le matin, montée en téléphérique sur le sommet impressionnant qui surmonte Le Cap, The Table Mountain, d'où on se rend compte que la ville visitée la veille n'est qu'une petite partie, la plus ancienne, d'un ensemble urbain qui comprend plusieurs autres quartiers huppés, plus à l'Est le long de la côte, et surtout de gigantesques *townships*. Je fais cette visite en compagnie de Peter Hicks, un universitaire anglais de la Fondation Napoléon, encyclopédiste polyglotte comme il en reste peu, et du journaliste Alfred de Montesquiou, prix Albert-Londres, envoyé par *Paris-Match* à Sainte-Hélène. Formé « à l'anglo-saxonne » en Angleterre et aux États-Unis, Montesquiou descend d'une très vieille famille à laquelle appartenait d'Artagnan, et qui compte plusieurs figures de la Révolution et de l'Empire : le général qui s'empara de la Savoie dès le jour 1 de l'An I de la République, en 1792 ; son fils, qui remplaça Talleyrand en 1809 comme Grand Chambellan de France, et dont l'épouse fut la gouvernante du Roi de Rome, la fidèle « Maman Quiou » que Metternich a brutalement séparée de l'enfant prisonnier pour pouvoir contrôler son éducation autrichienne. Une discussion s'engage entre nous trois à propos de Waterloo : est-ce une victoire contre la tyrannie, ou une défaite pour la liberté ?

Notre débat illustre l'opposition entre deux conceptions de la liberté. Écolier en Angleterre, le jeune Montesquiou rapportait des affirmations présentées au collège comme des évidences — « Napoléon = Hitler » —, vivement contestées le soir à la table familiale. Waterloo

est, aujourd'hui encore, perçu par beaucoup — pas seulement en Angleterre — comme une victoire de la liberté et comme la défaite d'un régime peu attaché aux libertés individuelles, qui avait cherché à imposer ses lois sur le continent. Les tenants de cette thèse semblent oublier un détail : l'armée prussienne servait un roi absolu et de droit divin ; quant à l'armée britannique elle obéissait à un gouvernement issu d'une majorité parlementaire élue par un système censitaire excluant du suffrage plus des neufs dixièmes de l'électorat potentiel — et interdisant le vote aux sujets catholiques ou juifs, quelle qu'ait été leur fortune. Ces deux armées étaient des représentants discutables de la liberté. Ils oublient aussi qu'en face, l'armée française défendait un régime ayant rétabli et maintenu le suffrage universel.

Car ce fait est largement oublié : le suffrage universel, certes exclusivement masculin, avait été établi pour l'élection de la Convention nationale en septembre 1792 ; le Directoire l'avait supprimé, mais c'est bien le Consulat et la Constitution de l'An VIII qui l'avaient rétabli et l'Empire qui l'avait maintenu, y compris bien sûr pendant les Cent-Jours, alors qu'il avait été aussitôt aboli par la première Restauration et le sera par la deuxième. Admettons toutes les critiques évidemment justifiées qui ont pu être faites, dès l'époque, de ce système électoral consulaire puis impérial : l'absence de véritable pouvoir des chambres élues, la domestication du suffrage universel par un système électoral pyramidal, voire la manipulation de certains résultats. N'y ajoutons pas la faible participation de l'électorat, car ce même reproche devrait alors également s'appliquer pour les élections sous la Révolution ; et l'évolution

actuelle des taux d'abstention dans nos propres scrutins devraient rendre modestes certains contempteurs. Si on admet que le scrutin « par ordre » pour les États Généraux sous l'Ancien Régime relevait d'une autre logique, il demeure un fait incontestable : le principe révolutionnaire du suffrage universel apparu en 1792, existait en France sous le Consulat et l'Empire, alors qu'il était à des années-lumière des vainqueurs de Waterloo, les gouvernants britanniques ou prussiens de l'époque.

Waterloo, victoire de la liberté ? Sur ce sujet, qui aurait pu faire l'objet d'un beau débat lors du bicentenaire de la bataille, j'adhère au jugement de Victor Hugo.

Il existe une école libérale respectable qui ne hait point Waterloo. Nous n'en sommes pas. Waterloo est intentionnellement une victoire contre-révolutionnaire. C'est l'Europe contre la France, c'est Pétersbourg, Berlin et Vienne contre Paris, c'est le *statu quo* contre l'initiative, c'est le 14 juillet 1789 attaqué à travers le 20 mars 1815, c'est le branle-bas des monarchies contre l'indomptable émeute française. Éteindre enfin ce vaste peuple en éruption depuis vingt-six ans, tel était le rêve. Solidarité des Brunswick, des Nassau, des Romanoff, des Hohenzollern, des Habsburgs, avec les Bourbons. Waterloo porte en croupe le droit divin. En somme, ce qui triomphait à Waterloo, c'était la contre-révolution. Ne voyons dans Waterloo que ce qui est dans Waterloo. De liberté intentionnelle, point. La contre-révolution était involontairement libérale, de même que Napoléon était involontairement révolutionnaire. Le dix-huit juin 1815, Robespierre à cheval fut désarçonné⁰⁰⁰.

L'après-midi, embarquement sur le Royal Mail Ship Saint Helena. Dans le hall d'entrée, une plaque commé-

morative apprend que le « *RMS Saint Helena was launched by His Royal Highness the Prince Andrew, duke of York, Aberdeen, Scotland, 31st of October, 1989* ». Une horloge (« *countdown clock* ») indique que le bateau, dans son actuelle fonction, cessera d'exister dans 289 jours ; à côté, une autre plaque rend hommage au rôle des marins du précédent RMS Saint Helena lors de la guerre des Malouines — naturellement nommées ici Falkland —, car ce bateau avait été mobilisé pour cette guerre du printemps 1982. On ignore si l'actuel RMS Saint Helena sera vendu en juillet 2016 ou affecté à une autre route maritime, mais la mission diplomatique que j'effectue est presque certainement la dernière qui prendra la mer pour Sainte-Hélène. Dans quelques mois, en effet, les vols commerciaux devraient commencer depuis Johannesburg ; le vol d'essai a eu lieu en septembre dernier, dès l'achèvement de la piste d'atterrissage.

Le soir, puis chaque soir pendant la traversée, à la table du capitaine Stapleton, cinq invités entourent le commandant et son épouse : à mes côtés, un couple sud-africain qui effectue une croisière de vacances jusqu'à l'île de l'Ascension, une jeune Anglaise à l'allure énergique qui commande la police de Sainte-Hélène, et le président de la Fondation Napoléon, descendant du maréchal Masséna. Celui-ci porte sur ses papiers d'identité de la République française les signes de la noblesse d'Empire de son aïeul : il s'appelle « Victor-André Masséna, prince d'Essling, duc de Rivoli ». Il préside la délégation de la Fondation, qui comprend aussi son directeur, Thierry Lentz, un des meilleurs parmi les historiens actuels du Premier Empire, et le chargé des relations internationales Peter Hicks.

Samedi 3 octobre 2015

Je fais progressivement connaissance du groupe de Français qui partage avec la délégation de la Fondation Napoléon et moi-même cette ultime aventure à bord du dernier navire postal qui existe dans le monde ; tel est du moins ce que nous dit l'équipage. Peut-être existe-t-il encore, pour les villages des fjords du nord de la Norvège ou du sud du Chili, quelques services postaux maritimes, mais rien qui ressemble en tout cas à ce navire de plus de cent mètres de long, qui est aussi à la fois paquebot de passagers (il y en a 120 lors de ce voyage) et cargo de transport de marchandises.

Ce groupe de Français est composé d'une petite trentaine d'admirateurs de Napoléon, membres du « Souvenir Napoléonien », qui en sont à leur deuxième ou troisième pèlerinage à Sainte-Hélène. À ce groupe se sont joints un juriste d'entreprise, un professeur honoraire de Paris-IV, spécialiste de l'Allemagne au dix-neuvième siècle, et une conservatrice du patrimoine du ministère des Affaires étrangères, qui était chargée d'une partie du dossier de restauration de Longwood. Je rencontre aussi deux passagères — l'une est Australienne, l'autre est Hollandaise mais vit à mi-temps en Australie —, toutes deux sont francophones, elles travaillent, expliquent-elles, comme guides du musée installé dans une maison dite des *Briars* (les églantines) construite il y a cent cinquante ans à Morningtown, au sud de Melbourne, par un certain Alexander Balcombe, fils de William.

[...]

Pour arriver à Sainte-Hélène, il faut prendre un bateau au Cap. Je n'étais jamais allé en Afrique du Sud ; je ne cache pas ma curiosité et mon trouble en débarquant dans ce pays, une des premières puissances de l'Afrique noire, mais qui fut jusqu'en 1991 celui de l'apartheid, où j'ai l'impression d'arriver en Europe. Dans la zone touristique du Waterfront, où se trouve mon hôtel, toutes les affiches et publicités sont en anglais, mais j'entends beaucoup parler afrikaans, langue néerlandaise qu'utilisent les Blancs d'origine hollandaise ou française, et les métis.

3.20

En couverture : *Napoléon*, Évelyne Carubini

Conception graphique : Catia Caruso

ISBN 978-88-97539-83-4



9 788897 539834

18 euros